



**HAL**  
open science

**À lire : L'économie mondiale 2017, CEPII**  
Dominique Desbois

► **To cite this version:**

Dominique Desbois. À lire : L'économie mondiale 2017, CEPII. 2018, pp.269 - 270.  
10.3917/pour.232.0269 . hal-04459162

**HAL Id: hal-04459162**

**<https://hal.inrae.fr/hal-04459162>**

Submitted on 15 Feb 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# pour

La revue du Groupe Ruralités,  
Éducation et Politiques

## À lire

**Dominique Desbois**

Dans **Pour** 2016/4 (N° 232), pages 269 à 270

Éditions **GREP**

ISSN 0245-9442

DOI 10.3917/pour.232.0269

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-pour-2016-4-page-269.htm>



**CAIRN.INFO**  
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour GREP.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

## L'économie mondiale 2017

CEPII, La Découverte, 2017, Paris, 127 p.

La nouvelle livraison du CEPII sur l'économie mondiale dresse le constat d'une exacerbation des tensions géopolitiques, résultant des défauts de coordination économique dans le contexte d'une croissance médiocre. L'abondance de l'offre de pétrole et de matières premières se combine avec l'atonie de la demande pour entraîner la chute de leurs cours, déstabilisant les économies des pays producteurs sans pour autant dynamiser celle des pays consommateurs.

Les tensions géopolitiques se manifestent par une montée des populismes face à la crise des réfugiés, conduisant à l'ouverture d'une première brèche significative au sein de la construction européenne : le Brexit. Au plan économique, les politiques monétaires ultra-accommodantes mises en place pour contrer les effets de la crise financière de 2008 n'ont pas réussi à raviver la croissance.

Les économies avancées sont marquées par une croissance molle et une inflation faible tandis que le bilan des économies émergentes est plus contrasté. La Chine aborde une délicate phase de transition économique marquée par l'augmentation des salaires, la baisse de rentabilité du capital et la décélération de l'investissement. L'Inde se distingue par une croissance élevée mais l'incertitude demeure sur la capacité du gouvernement indien à consolider la croissance économique par des réformes de structure visant la modernisation de la gestion foncière et de la fiscalité.

Les prises de risque excessives via les véhicules financiers, en particulier par les banques d'investissement, perdurent car elles sont facilitées par les politiques d'achats d'actifs (*quantitative easing*) des banques centrales amenant les taux d'intérêt en zone négative. La propagation de ces risques par le *trading* financier à haute fréquence laisse planer la menace d'une formation puis d'un éclatement de bulles spéculatives. La réduction de ces achats d'actifs (*tapering*) provoque une brusque inversion des flux de capitaux due au débouclage des stratégies de *carry trade* (emprunter à taux zéro dans les pays développés pour investir dans les pays émergents) et une baisse consécutive des monnaies émergentes. Ainsi, les interdépendances financières propagent l'instabilité des marchés d'actions et de changes dans un système monétaire de plus en plus déconnecté du commerce international.

*De facto*, le système monétaire international est devenu multipolaire en raison des stratégies régionales qui ont contribué à l'interdépendance croissante des économies nationales. Compte tenu du poids économique de la Chine, le *remnbi* figure désormais dans le panier des devises de référence pour calculer les droits de tirage spéciaux. En raison de la politique d'expansion des liquidités en dollars menée par la *Federal Reserve*, la contradiction entre le poids économique déclinant des USA et le statut hégémonique du dollar va s'aggravant. Le défaut de coordination actuellement observé au niveau du système financier international pourrait conduire à l'exacerbation du nationalisme économique et à un retour en force du bilatéralisme aux dépens des politiques multilatérales. La question

de la gouvernance de la liquidité internationale est désormais posée sur la table des négociations au Fonds monétaire international : une réforme est attendue pour donner aux économies émergentes des droits et des devoirs compatibles avec leur poids économique et leur influence politique.

Suite à l'Accord de Paris signé en décembre 2015 à la 21<sup>e</sup> Conférence des parties sur le climat, la gestion du risque climatique présente de grandes opportunités pour tenter de mettre les secteurs de l'assurance et de la finance au service de l'atténuation du changement climatique et des futures adaptations qu'il nécessite. Cela suppose

de prendre en compte la composante systémique du risque climatique afin d'être en mesure d'arbitrer efficacement entre gestion collective et gestion privée de ce risque.

L'absence de décisions politiques, leur application retardée, ou des mises en œuvre inappropriées peuvent avoir de graves conséquences nationales ou internationales, comme en témoignent les mesures économiques prises par le gouvernement brésilien ou l'incapacité des membres de l'Union européenne à coordonner leurs politiques migratoires face à la crise des réfugiés. ■

Dominique Desbois.